

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.628 du 24 février 2000

A.59.661/XIII-553

En cause : **la Commune de Rixensart,**

contre :

la Région wallonne, représentée
par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me Pierre LAMBERT, avocat,
avenue Defré 19
1180 Bruxelles.

Parties intervenantes :

1. **LIESSE** Philippe,
ayant élu domicile chez
Me Jacques SAFRAN, avocat,
rue de Livourne 66
1000 Bruxelles,
2. **THACKER** Roger,
ayant élu domicile chez
Me Pierre GOUGNARD, avocat,
avenue P. Terlinden 19
1330 Rixensart.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 2 septembre 1994 par la commune de Rixensart qui demande l'annulation du permis de bâtir délivré le 12 août 1994 à Philippe LIESSE et à Nicole HANON par le fonctionnaire délégué de l'administration de l'aménagement du territoire et de

l'urbanisme, ayant pour objet l'extension d'une habitation sur une parcelle de terrain située avenue Gevaert, n° 122, à Genval, cadastrée section B, n° 895a;

Vu l'arrêt n° 50.091 du 9 novembre 1994 accueillant les demandes en intervention introduites par Philippe LIESSE et Roger THACKER dans les procédures en suspension et en annulation et rejetant la demande de suspension;

Vu l'arrêt 75.909 du 24 septembre 1998 qui sursoit à statuer et pose une question préjudicielle à la Cour d'arbitrage;

Vu l'arrêt n° 121/99 rendu par la Cour d'arbitrage le 10 novembre 1999;

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2000, notifiée aux parties, convoquant celles-ci à comparaître le 17 février 2000 à 9.30 heures;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me B. HENDRICKX, loco Me P. LAMBERT, avocat, comparaissant pour la partie adverse et Me J. SAFRAN, avocat, comparaissant pour la première partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M. KOVALOVSKY, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par son arrêt n° 121/99 du 10 novembre 1999, la Cour d'arbitrage a jugé que l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat

n'est pas inconstitutionnel; qu'il n'y a en conséquence pas lieu d'en écarter l'application;

Considérant que la requérante a reçu le 4 mai 1998 la notification du rapport de l'auditeur qui concluait au rejet du recours; qu'elle n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de ce rapport; que, dès lors, elle est présumée se désister de son recours,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 10.000 francs, sont mis à charge de la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre, le vingt-quatre février deux mille par :

MM. LEROY,	conseiller d'Etat, président f.f.,
SCOHY,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président f.f.,

G. SCOHY.

M. LEROY.